

E/1949.07. — André Malraux et *alii* : «A la découverte du RPF : entretiens avec A. Malraux, J. Soustelle, G. Palewski et A. Diethelm», avec Bertrand de la Salle, La Revue de Paris [Paris], n° 7, juillet 1948, p. 114-123. L'entretien de Malraux se trouve p . 116-117 ; ici : p. 4-5 et 13.

André Malraux et *alii*

A la découverte du R.P.F.

Entretiens avec A. Malraux, J. Soustelle, G. Palewski et A. Diethelm

Transcriptions de compte rendu de Bertrand de La Salle

«Mes impressions personnelles et directes me donnent à penser que le gaullisme est un mouvement non encore cristallisé, qui ne saurait être défini parce qu'il est dans la phase où il recherche sa propre définition.

... Le gaullisme est encore fluide, dans son organisation comme dans sa direction. Aussi des événements à venir pourraient-ils bien dicter la conclusion : circonstances de la prise du pouvoir, luttes internes pour l'influence qui se produiront lorsque le pouvoir sera consolidé, choix des dirigeants.

Il est en outre un aspect du gaullisme qui présente à mes yeux un intérêt majeur : c'est la seule réalité politique authentiquement nouvelle depuis Hitler. Elle a pris naissance en France. Mais si cette réalité nouvelle reste nouvelle et s'avère capable de rompre l'actuel dilemme entre le capitalisme traditionnel et le totalitarisme, alors elle ne saurait rester enfermée dans les frontières de la France.»

James Burnham, *Entretien avec Malraux*.

Il y a quelques mois, James Burnham est venu en France enquêter sur le gaullisme. Si l'on en juge par la citation que j'ai placée en tête de cette étude, ses conclusions ont été prudentes. Le R.P.F. serait-il comparable à ces auberges espagnoles où l'on trouve surtout ce qu'on y apporte ? Mes propres observations ne m'ont pas amené à une telle conclusion. Mais ce n'est pas à tort que l'essayiste américain parle de non-cristallisation, de fluidité. Et cela n'est pas sans créer certaines difficultés à l'enquêteur.

On n'attachera pas trop d'importance à la réflexion de Burnham selon laquelle les circonstances d'une prise de pouvoir pourraient donner sa figure définitive au mouvement. Eventuellement le déformer, le faire dévier ? Burnham se réfère là à une foi générale de l'action politique, de l'histoire. Cette loi n'est nullement particulière au R.P.F., mais s'applique à tout mouvement révolutionnaire. Le fait que le R.P.F. vise au pouvoir ne suffirait pas à le caractériser comme un mouvement révolutionnaire. Il est révolutionnaire d'abord parce qu'il proclame la nécessité de rompre avec le cadre existant. Ce qui fatalement élimine de ses rangs les personnes disposées à s'accommoder du cadre existant, à y trouver leurs aises. Dans la première phrase, celle de sa création, il semble que le R.P.F. se soit surtout concrétisé autour de la position critique. Le mouvement entre maintenant dans une seconde phase, que j'appellerai de prise de conscience et qui présente un champ d'études beaucoup plus intéressant.

Le R.P.F. ne veut pas être un parti, il entend transcender la notion de parti. Disons donc qu'il est une formation politique. Est-ce une loi inéluctable des formations politiques qu'elles oscilleraient toujours entre l'opportunisme et le dogmatisme ? Avant-guerre, l'opportunisme était maître; depuis la guerre, les partis sont dogmatiques. Ils ne sont pas à la recherche de leur vérité, ils la possèdent, stricte et indéformable, pourtant sujette à la nécessité de composer avec les vérités antagonistes auxquelles on ne peut pas tordre le cou. Par opposition le R.P.F. se trouve dans cet âge heureux et sympathique où l'on est animé par l'esprit de recherche. S'il garde cette qualité, s'il sait se préserver du dogmatisme, il aura au moins le mérite de faire passer dans la vie politique française, en proie aux scléroses, aux fossilisations, un grand courant d'air

frais. En proclamant que le R.P.F. avait le respect de ces «familles spirituelles» dont la diversité est caractéristique de la France, le général de Gaulle a situé son mouvement en-dehors de tout dogmatisme idéologique. Mais quel sens y aurait-il à créer un mouvement politique si on ne croyait pas qu'il y a un objectif à atteindre d'une part et que, d'autre part, cet objectif ne peut pas être atteint par les partis, voire même par les familles spirituelles existantes.

La première difficulté que l'on rencontre lorsqu'on se propose de porter une appréciation sur le gaullisme consiste à trouver la réponse à cette question : quel est l'objectif ? Pour le général de Gaulle cela est assez évident, cela crève même les yeux, si on peut dire. Cela s'appelle le salut public. Mais cette évidence, il faut le reconnaître, peut n'être pas évidente pour tout le monde. En 1940 la patrie était plus qu'en danger, elle gisait accablée, il fallait la libérer, la restaurer, lui redonner sa dignité. L'appel au salut public était clair. L'est-il autant aujourd'hui ? Bien sûr, le monde moderne et plein de périls, mais quel contrôle les Français ont-ils, après tout, sur des périls comme la bombe atomique ? Cherchons donc un peu à préciser le contenu de cette notion de salut public qui ne nous est pas à tous aussi familière qu'au général de Gaulle.

Avec André Malraux la conversation s'engage sur la crise du monde moderne. Nul plus que lui sans doute ne l'a vécue, cette crise du monde, de la civilisation, de l'homme. Vécue avec les ressources d'une intelligence supérieure et d'une sensibilité exacerbée. On a toujours tendance à croire que les romanciers sont pareils aux héros de leurs romans. Je me demande soudain s'il n'y a pas un écart considérable entre Malraux et ses personnages. Mais ce n'est pas cela que je suis venu lui demander. Et il me joue le mauvais tour de m'interroger sur mes travaux personnels, ce qui me prend au dépourvu. Mais je n'ai pas le temps de terminer une phrase assez confuse qu'il a déjà compris, qu'il est passé aux conséquences, aux implications. Le voilà lancé, domptant son propre bouillonnement intérieur en se promenant de long en large, fumant sans relâche, me submergeant sous des propos hachés. Mais je ne quitterai pas Malraux sans emporter une petite clef qui va m'ouvrir les mystères du gaullisme.

Selon Malraux, toutes les structures sociales dont nous aurions pu être les héritiers paisibles sont en voie d'effondrement. Si on ne le sent pas, si on le croit pas, si on ne partage pas cette conviction, alors le gaullisme doit paraître tout simplement dépourvu de signification. Mais si on a conscience de ce processus d'effondrement, alors on peut se proposer d'y répondre par un grand effort de volonté, tendant à la mise au jour des structures nouvelles destinées à remplacer les anciennes.

— La volonté peut beaucoup, dit-il, mais il faut d'abord prendre conscience. Il y a des gens qui n'ont pas conscience que l'économie de 1850 n'existe plus. Je leur dis : je ne sais si l'on parviendrait à rétablir l'économie de 1850; mais rendez vous compte que ce serait plus difficile que d'établir les principes de l'économie de 1950.

— Vous avez dit à Burnham que l'Europe souffrait d'une crise de conscience comparable à celle qui marqua la fin du paganisme romain...

— On mesure la mauvaise conscience au fait que les privilèges cessent d'être tenus pour légitimes.

— C'est ce qui est arrivé à l'aristocratie française à la veille de la Révolution.

— Oui et c'est ce qui arrive à l'Europe aujourd'hui. Il n'y a plus que deux pays dans le monde où les privilèges soient acceptés comme légitimes, les Etats-Unis et la Russie. L'URSS n'est pas, pour les Russes, une société sans classes, mais une société qui admet la légitimité des privilèges parce qu'elle admet, à tort ou à raison, qu'il y a égalité au départ.

— Est-ce que vous attribuez la force de propagation du gaullisme dans les masses au prestige des souvenirs de la Résistance.

Si je demande cela, c'est que je ne puis simplement pas croire que les milliers d'adhérents du R.P.F. soient mus par les rapprochements qu'on peut faire entre notre temps et la décadence de l'Empire romain.

— Je crois, répond Malraux, que l'influence exercée par les souvenirs, même glorieux, est importante, mais secondaire. Ce qui compte, c'est le futur. Je crois à l'existence, dans un vieux pays comme la France, d'un instinct national redevenu très puissant, auquel les communistes font d'ailleurs appel. Le plus obscur adhérent est un

homme qui a conscience des forces de dissociation et de la nécessité de lutter contre elles, même s'il ne peut pas raisonner ce qu'il éprouve. Qu'est-ce que la France d'aujourd'hui ? Un pays où aucun travail, du haut en bas, du manuel à l'intellectuel, n'a sa récompense, tandis que s'engraisse tout ce qui peut jouer un rôle d'intermédiaire. La France glisse vers un état social à l'orientale, à la chinoise. Le pays en a conscience. Qu'est-ce qu'un pays où il ne peut pas y avoir de défense nationale, pas de monnaie, pas de budget ? Voilà les vérités tangibles qui amènent au R.P.F. sa clientèle.

— Je vois que le mobile national est très puissant chez vous, dis-je. Excusez l'indiscrétion de ma question, mais en a-t-il toujours été de même ou bien le choc ressenti au moment de la défaite est-il à l'origine ?

Il a cette jolie réponse sensible.

— Les intellectuels sont-ils portés plus que d'autres à s'attacher à leur patrie quand elle est vulnérable ?

A M. Soustelle, secrétaire général du R.P.F., je vais poser la même question : «A quoi attribuez-vous la force de propagation du R.P.F. ?»

Il me répond d'une façon posée, réfléchie, lucide, en séparant bien ses propositions.

— Je crois, me dit M. Soustelle, que les gens sont lassés des formules où veulent les enfermer les partis. Ceux-ci passent leur temps à lancer des exclusives et ces exclusives ne mènent après tout qu'à des transactions, des compromis, des aménagements. Les gens sentent que nous sommes vraiment désireux de leur apporter autre chose. Je suis frappé du nombre d'adhésions qui nous viennent des milieux ouvriers. Beaucoup d'ouvriers sont désenchantés du communisme stalinien et sont portés à croire que Force Ouvrière n'est qu'une combinaison élaborée pour des fins politiques. Sur un autre plan je constate aussi que depuis la libération l'opinion a pris conscience de l'importance du problème de l'Union française. Problème qu'on eût appelé autrefois colonial ou impérial. On sent que ce problème ne peut pas être résolu

du point de vue des partis. Pas plus que les problèmes économiques ni ceux concernant la position internationale de la France.

M. Soustelle doit sa formation à l'Ecole Normale. La guerre l'a arraché à l'archéologie, à l'anthropologie pour le jeter dans la politique. Mais il y garde me semble-t-il, la démarche prudente, précautionneuse, de l'homme de science.

— Evidemment, notre premier objectif sera la réforme de la Constitution.

Je demande des précisions. Sans doute le général de Gaulle s'est-il expliqué sur cette question à Bayeux, mais j'avoue n'avoir pas parfaitement compris. Séparation des pouvoirs ? Je demande à M. Soustelle s'il s'agit d'instaurer un régime présidentiel, ou semi-présidentiel, semi-parlementaire.

— Il n'est pas question, me répond-il, d'un régime présidentiel à l'américaine. Les ministres seront responsables devant le Parlement. Toutefois, le Président devra, pour pouvoir exercer effectivement sa fonction, n'être pas seulement l'homme d'une Assemblée. Il devra être élu par un collège élargi, très représentatif, qui le mette véritablement au-dessus des partis. Et puis, le droit de dissolution devra pouvoir jouer. A tout régime il faut une légitimité. En démocratie, la légitimité, c'est l'opinion publique, la majorité électorale. Il ne faut pas craindre de la consulter.

A M. Soustelle, secrétaire général du R.P.F., je vais poser la même question : «A quoi attribuez-vous la force de propagation du R.P.F. ?»

Il me répond d'une façon posée, réfléchie, lucide, en séparant bien ses propositions.

— Je crois, me dit M. Soustelle, que les gens sont lassés des formules où veulent les enfermer les partis. Ceux-ci passent leur temps à lancer des exclusives et ces exclusives ne mènent après tout qu'à des transactions, des compromis, des aménagements. Les gens sentent que nous sommes vraiment désireux de leur apporter autre chose. Je suis frappé du nombre d'adhésions qui nous viennent des milieux ouvriers. Beaucoup d'ouvriers sont désenchantés du communisme stalinien et sont portés à croire que Force Ouvrière n'est qu'une combinaison élaborée pour des fins

politiques. Sur un autre plan je constate aussi que depuis la libération l'opinion a pris conscience de l'importance du problème de l'Union française. Problème qu'on eût appelé autrefois colonial ou impérial. On sent que ce problème ne peut pas être résolu du point de vue des partis. Pas plus que les problèmes économiques ni ceux concernant la position internationale de la France.

M. Soustelle doit sa formation à l'École Normale. La guerre l'a arraché à l'archéologie, à l'anthropologie pour le jeter dans la politique. Mais il y garde me semble-t-il, la démarche prudente, précautionneuse, de l'homme de science.

— Evidemment, notre premier objectif sera la réforme de la Constitution.

Je demande des précisions. Sans doute le général de Gaulle s'est-il expliqué sur cette question à Bayeux, mais j'avoue n'avoir pas parfaitement compris. Séparation des pouvoirs ? Je demande à M. Soustelle s'il s'agit d'instaurer un régime présidentiel, ou semi-présidentiel, semi-parlementaire.

— Il n'est pas question, me répond-il, d'un régime présidentiel à l'américaine. Les ministres seront responsables devant le Parlement. Toutefois, le Président devra, pour pouvoir exercer effectivement sa fonction, n'être pas seulement l'homme d'une Assemblée. Il devra être élu par un collège élargi, très représentatif, qui le mette véritablement au-dessus des partis. Et puis, le droit de dissolution devra pouvoir jouer. A tout régime il faut une légitimité. En démocratie, la légitimité, c'est l'opinion publique, la majorité électorale. Il ne faut pas craindre de la consulter.

Je demande à M. Soustelle s'il n'est pas frappé par une sorte de décadence universelle de l'Institution parlementaire.

— J'ai mesuré à Londres l'importance du rôle joué par le Parlement. Et cependant nous étions alors en temps de guerre. Dans notre régime actuel il n'y a plus ni Parlement ni Gouvernement. A force d'être censée s'occuper de tout, l'Assemblée ne s'occupe plus de rien. Elle passe son temps à adopter des lois qui sont des décrets.

— Il est vrai que l'Assemblée vient de discuter longuement des spécialités pharmaceutiques à fournir aux assurés sociaux.

— Ou du degré d'alcool des apéritifs. Mais elle n'intervient pas lorsqu'on décide une dévaluation monétaire, ou lorsqu'on change le statut de l'Indochine, ou pour définir en temps utile l'orientation de la politique étrangère. Nous ne sommes pas antiparlementaires, nous voulons rétablir le Parlement dans son importance et sa dignité. Le Parlement doit discuter des grandes questions et des grandes lignes. Plus il aborde les problèmes petitement, plus il risque de sombrer dans la démagogie.

M. Gaston Palewski me paraît supporté avec robustesse avec un grand fond d'optimisme et de sérénité intérieure, l'impopularité qui fut son partage. Cette épreuve semble de règle pour ceux qui ont été les confidents, les conseillers intimes des grands hommes. Si je me reporte à des souvenirs déjà antédiluviens, je revois un Palewski spirituel et sceptique, fait pour briller dans le monde, peut-être même un peu trop expert dans le maniement des impondérables. Mais l'homme que je retrouve est un croyant. La foi qui l'anime n'est pas austère ni sombre, elle est confiante. Pour lui tout peut être sauvé, tout doit l'être. Pourquoi attendre, pourquoi différer les élections qui s'imposeront, pourquoi perdre du temps quand il s'agit de sauver le pays ? Notre conversation va éclairer ces affirmations.

— On nous accuse de ne pas être démocrates, me dit Gaston Palewski. Je tiens que nous représentons au contraire la dernière chance de la démocratie. Ce n'est pas défendre la démocratie que de s'obstiner à ne l'envisager que sous des formes qui la condamnent à l'échec. Si nous voulons que l'Etat soit fort, c'est pour que l'individu soit libre. Naturellement, dans cette entreprise, nous avons contre nous tous les groupements, toutes les féodalités qui dévorent l'Etat et oppriment l'individu.

A vrai dire, la tâche est immense. Restaurer l'individu, l'Etat, amener la nation à s'intégrer aux organisations élargies que réclame le monde moderne... Tenez, c'est peut-être là l'aspect le plus saisissant, le plus décisif de la tâche. Celui que nous pourrions examiner en premier.

— Volontiers. J'ai constaté avec beaucoup de satisfaction que la Fédération européenne constitue une pièce maîtresse de vos conceptions. Toutefois, je remarque

que vous n'avez pas le monopole de cette attitude. L'idée fédéraliste est si bien sortie du domaine de la pure spéculation intellectuelle qu'on juge maintenant à propos, de tous les côtés de s'en réclamer.

— Sans doute. Mais en nous réclamant de la Fédération européenne, nous proclamons, nous, ce qui est l'essence même de notre conception de la France. S'agit-il d'une chimère de grandeur ? Pas du tout; mais de la simple réalisation des nécessités qu'impose notre situation géographique, économique, stratégique, ainsi que le caractère social de notre pays : ne sommes-nous pas une nation de cadres ?

C'est pourquoi le général de Gaulle, premier chef d'Etat «européen», a lancé, dès 1944, l'idée de Fédération européenne. C'est pourquoi il a convié, dès 44, d'autres chefs d'Etats voisins de la France à commencer avec elle «les études et négociations nécessaires».

N'oublions pas non plus qu'il a mis au monde une autre fédération : l'Union française, qui sera la fédération, autour de la France, de nos territoires coloniaux. Or, toute fédération, qu'elle s'appelle URSS ou Etats-Unis d'Amérique, postule au centre un pouvoir très fort régissant les aspects fédéraux de la politique, tandis qu'une large décentralisation permet une gestion autonome des intérêts locaux.

— Mais croyez-vous reprend Palewski, que la forme d'Etat que nous connaissons, que le mode de gouvernement que nous voyons fonctionner, ait la capacité voulue pour mener les affaires dans une société à structure fédérale ? Assurément non. A la rigueur, dans des temps paisibles, dans un pays unifié de longue date, appuyé sur la tradition et la vitesse acquise, on peut se contenter d'un système de gouvernement reposant sur la négociation, la transaction, le compromis. Mais s'il s'agit d'un monde en fusion, en devenir, ce n'est plus possible.

— Je me souviens, dis-je, d'un mot de M. Capitant à la tribune de la Constituante. Il comparait le gouvernement issu du régime des partis à une sorte de Congrès de Vienne, délibérant à perte de vue avec lui-même.

— C'est cela. Vous ne pouvez pas imaginer l'Union française, ni une Fédération européenne, régie par une sorte de Congrès de Vienne, par des superpositions de Congrès de Vienne. Cela ne pourrait absolument pas marcher.

Si l'on veut fédérer, c'est-à-dire ce qui sera, tout en défendant ce qui est, il faut qu'au début et à la fin il y ait non pas la palabre, mais l'action.

— Oui dis-je, nous vivons une époque de transition. Mais nous voyons surtout le désordre qu'elle engendre. Ce désordre est partout. Il est plus facile de le constater que d'en sortir.

— C'est ici, me répond Palewski, qu'intervient la nécessité historique du grand homme. Nous périssons de ne pas vouloir reconnaître cette nécessité. Vous remarquerez que toute la politique française tourne autour de cette conception négative : agir contre le général de Gaulle. La démocratie consiste-t-elle à choisir librement les meilleurs ou à les exclure ? Tout est là. On me dit : «Pouvoir personnel, dictature culte du chef». Alors, sous prétexte qu'il y a eu des dictateurs, le monde doit-il être mené par la phobie des hommes supérieurs ? Que sont les dictateurs sinon de faux grands hommes qui ont raté leur affaire, déchaîné des catastrophes ? L'existence des faux grands hommes doit-elle nous conduire à l'élimination des vrais ? Car on ne peut pas se passer de figures représentatives, symboliques, en lesquelles s'incarne une volonté, un esprit. La III^e République a-t-elle été moins républicaine pour avoir eu Gambetta, Ferry, Clemenceau ? C'est toujours un homme qui représente un moment de l'Histoire. L'Angleterre et l'Amérique n'ont pas à rougir d'avoir eu Churchill, Roosevelt, bien que les nécessités du temps de guerre les aient contraints bien souvent à assumer seuls les responsabilités décisives. L'Histoire ne se fait pas contre les grands hommes. Elle ne peut se faire qu'avec eux.

Dans le cadre du R.P.F., M. Diethelm s'occupe plus particulièrement des problèmes économiques, sociaux, financiers.

— En 1943, me dit-il, les dépenses budgétaires étaient de l'ordre de 4 milliards et demi de francs. En 1938, elles ont atteint 63 milliards. Que signifient ces chiffres en

monnaie d'aujourd'hui ? On peut discuter du coefficient à leur appliquer. Je crois raisonnable de dire que, ramenée en francs de 1948, la marche de l'Etat coûtait 450 milliards en 1913, 700 en 1938. Mais nous nous apprêtons à dépenser cette année environ 1.200 milliards. Voilà l'origine du mal, la plaie à laquelle le fer rouge doit être appliqué. Est-ce facile ? Non, ce n'est pas facile. C'est justement parce que ce n'est pas facile que cela ne peut pas être fait dans le système actuel. Seul un gouvernement appuyé sur une majorité incontestable pourrait s'attaquer à une pareille tâche.

Formé par l'Inspectorat des Finances, M. Diethelm me fait l'effet d'un homme qui ne croit pas aux miracles. Il se réclame volontiers du bon sens. La conversation est avec lui beaucoup moins philosophique qu'avec Malraux ou Palewski. En pourtant, je vais me rendre compte que ces hommes divers sont animés par des convictions communes. Malraux ne m'a-t-il pas dit que ce qui caractérise l'époque c'est le mensonge, l'imposture ? M. Diethelm déclare qu'il faut s'affranchir des fictions qui nous oppressent et considérer le réel.

— Monsieur le Ministre, que pensez-vous du planisme ? N'est-ce pas, dans une certaine mesure, une nécessité ?

— Le planisme est inévitable en temps de guerre. Il peut aussi constituer le moyen de réaliser certains objectifs qu'on n'atteindrait pas autrement. Je ne dis pas qu'il ne puisse pas y avoir un bon planisme. Mais je dis que dans le cas particulier de la France il s'agit d'une affaire manquée. Irrémédiablement manquée. Les causes sont multiples : l'occupation, Vichy, les conditions de la libération, certaines illusions aussi. Quoi qu'il en soit des causes, nous devons nous mettre en face du réel. C'est totalement manqué. Donc il faut faire table rase et retrouver une base de départ solide en laissant se reformer un équilibre économique spontané. Il sera ce qu'il sera, mais le retour à la sincérité s'impose en premier lieu. Après, on verra.

Nous parlons des nationalisations.

— Il faut sortir de la fiction qui consiste à croire que les entreprises nationalisées sont gérées, parce qu'on a mis à leur tête des conseils d'administration. Ces conseils

sont incapables de rien gérer. Il faudra créer des directions efficaces avec, si l'on veut, des conseils de surveillance.

— Vous touchez là, Monsieur le Ministre, un des grands problèmes que pose l'organisation de la production dans les sociétés modernes. C'est presque le problème abordé par Burnham dans sa *Révolution Directoriale*. Devons-nous croire à la décadence des conseils d'administrations, censés représenter des actionnaires, et à la montée des techniciens-directeurs ?

— Tout le monde sait que les conseils d'administration sont de moins en moins représentatifs des actionnaires. Ceci pour le secteur privé. Que penser, dans le secteur public, d'administrateurs qui sont supposés représenter les usagers ! Il faut reprendre pied dans le réel.

Ces conversations que j'ai dû beaucoup trop résumer, m'ont paru riches en enseignements. Elles nous permettent de dégager ce que j'appellerai le postulat du gaullisme. A savoir que nous vivons dans un monde où les institutions sont vieilles et ne recouvrent plus les réalités. Ainsi il est probable que la nécessité économique imposera tôt ou tard aux nations moyennes de s'agréger en ensemble régionaux élargis. Nous nous doutons que ces ensembles élargis, ou leurs éléments constitutifs, ne pourront pas se régir exactement comme les entités nationales constituées du temps des diligences. Mais, d'autre part, nous ne disposons pas des éléments d'appréciation qui nous permettraient dès à présent d'établir les lois de la cité future.

C'est pour cela qu'il est important de se guider suivant une philosophie, une inspiration bien établie. On aime beaucoup, au R.P.F., parler d'objectifs. On y répète volontiers qu'il faut avoir des objectifs plutôt qu'un programme. J'aimerais mieux pour ma part une autre terminologie. Mais peut-être les idéaux, les principes, appartiennent-ils à une terminologie dévaluée ?

En tout cas je crois apercevoir bien clairement le principe directeur, inspirateur, du R.P.F. Il s'exprime dans la maxime : «L'Etat fort, des individus libres». C'est un idéal libérateur, qui ainsi s'apparente à celui de la Résistance. Il s'agissait alors de

libération nationale. Il s'agit aujourd'hui d'une double libération, celle de l'individu, celle de l'Etat, l'une étant la condition de l'autre.

La première observation qu'on fera est que cette philosophie implique une rupture avec une tradition bien établie qui a cherché le salut de l'individu dans la direction opposée : la faiblesse du gouvernement, son impuissance, sa division. Et cette tradition est fortement identifiée, en France, avec l'idée républicaine. D'après elle un gouvernement fort serait toujours oppressif, il ne peut pas y avoir de bon gouvernement.

En prenant le contrepied de ces idées, le R.P.F. recherche une transformation révolutionnaire de la conscience sociale. Mais je vois, personnellement, deux raisons de supposer qu'il pourrait bien avoir l'avenir pour lui. La première tient à la décadence du message anarchisant, dans une société éprise de réalisations techniques. L'homme d'aujourd'hui réclame de l'efficacité. Il s'avise qu'un désordre anarchique, loin de le libérer, le place sous une tyrannie nouvelle et multiforme.

La seconde raison, c'est que la conception anarchisante de la République est très spéciale à la France, où la République n'a pu s'affirmer que dans une lutte prolongée avec le principe d'autorité d'ancien régime. Un américain, un Anglais, ne croient nullement que leurs gouvernements sont des machines à fabriquer du despotisme, ils y voient au contraire un pouvoir protecteur. Il est possible que les Français de demain évoluent vers ce point de vue à mesure que s'estomperont dans le passé les souvenirs de la lutte contre l'ancien régime.

Malgré cela, on reste frappé de la difficulté de la tâche que s'assigne le R.P.F. et des incompréhensions fatales qu'elle suscitera. Chose curieuse, les militants du R.P.F. avec lesquels j'ai eu l'occasion de m'entretenir, soit à l'occasion de cet article, soit autrement, ne m'ont jamais paru avoir conscience de la profondeur des malentendus que leur conception peut créer, ni même de l'existence de ces malentendus. Ils sont profondément peiné et choqué quand leurs adversaires les traitent de réactionnaires et de fascistes, ou leur disent tout simplement qu'ils ne sont pas républicains. Ce genre de reproches leur paraît odieux et injustifiable. Le général de Gaulle n'a-t-il pas combattu le fascisme, rétabli la République et consterné la réaction ? C'est vrai, mais il est vrai aussi que nous avons pris l'habitude d'associer République et liberté avec

gouvernement faible, et que lorsqu'on nous convie à les associer avec gouvernement fort on nous demande de retourner nos habitudes mentales. S'il m'est permis de glisser ici une réflexion d'ordre personnel je dirais volontiers : «Vous voulez que l'Etat soit fort ? Bien. Jurez donc de le rendre honnête... »

Mais cédon à nouveau la parole à Malraux :

— Voici ce que j'ai dit à Burnham : «Le vrai libéralisme dans l'ordre spirituel n'exclut pas la volonté, il est fondé sur elle». D'autre part, chercher aujourd'hui la protection de la liberté par une structure politique du type prétendument libéral – c'est-à-dire habituellement opportuniste et à mes yeux liée au XIX^e siècle – me paraît pure folie. Cette sorte de libéralisme politique ne mène qu'à des Fronts nationaux, c'est-à-dire à la confusion. Il ne peut pas y avoir de fair-play dans des alliances entre libéraux et communistes.

Chaque époque a son type d'homme. Je crois que nous allons vers un type d'homme nouveau qui combinera l'énergie militante de l'homme d'action avec le maximum d'affranchissement intellectuel et culturel. Vers une sorte de héros libéral. Naturellement ceci est peut-être un mythe, en tout cas une vue personnelle.

J'aimerais terminer cet article sur cet aperçu où Malraux sans doute redevient romancier. Les romanciers se trompent quelquefois, mais quelquefois aussi leur vision particulière perce le mystère de l'Histoire.

Est-il besoin d'ajouter qu'il ne saurait y avoir de R.P.F. sans de Gaulle ? Il est certain que la France souffre depuis quelques lustres d'une éclipse des notions d'intérêt général, de bien public. Et dans la mesure où de telles notions entrent en décadence elles ne peuvent reprendre leur éclat que si un homme réussit à les incarner, à leur servir de vivant symbole. Poincaré, en son temps, a pu offrir à ses concitoyens un semblable symbole. C'est aujourd'hui à de Gaulle qu'est échu ce flambeau. Du moins c'est ce qu'on pense au R.P.F., avec l'assurance que la majorité du pays ne peut manquer de partager cette conviction.

Bertrand de la Salle